

**SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE**  
**CGT, CFDT, CGT-FO, SUD, CGC**

---

**Les attaques du Président de la République et du Gouvernement contre  
l'Insee doivent cesser !**

Madame la Ministre,

Pendant l'été et jusqu'à ces derniers jours, certains membres du Gouvernement, puis le Président de la République lui même, ont gravement mis en cause l'Insee au travers de ses travaux, comme s'il était devenu le bouc émissaire de nos autorités politiques.

M. Santini a critiqué publiquement deux études de l'Insee sur le nombre de fonctionnaires, puis sur leur pouvoir d'achat. Il décriait leur qualité, mauvaise selon lui, et disait qu'il faudrait que l'Institut y mette bon ordre. Rappelons que les travaux publiés sur les fonctionnaires s'inscrivent dans une méthodologie utilisée depuis des années. La qualité de nos études ne dépend pas de sa conformité aux souhaits d'un gouvernement. Nos travaux obéissent à une déontologie qui s'inspire du Code de Bonnes Pratiques de la Statistique Européenne approuvé par le Conseil des Ministres européen.

Quant à M. Sarkozy, il est intervenu à l'université d'été du Medef pour dire « que l'on se moque des français avec un indice des prix à la consommation » qui selon lui « ne veut rien dire » ! Pourquoi le Président feint-il d'ignorer que cet indice est calculé depuis toujours après un long et minutieux travail à partir du budget des ménages et que sa méthodologie suit scrupuleusement des principes harmonisés au niveau de l'Union européenne ?

Cela fait longtemps que le débat public porte sur les insuffisances de l'indice des prix comme outil de suivi des évolutions du pouvoir d'achat, mais les gouvernements successifs ont toujours évité d'attirer l'attention sur l'autre composante du pouvoir d'achat qui importe, à savoir les revenus en France. Par la voix du Président, ce gouvernement répète donc le scénario de ses prédécesseurs.

Ces attaques répétées ne sont acceptables, ni politiquement, ni techniquement. Sont-elles annonciatrices d'une intervention encore plus directe du politique dans la statistique publique, faisant fi de l'indépendance nécessaire à une statistique publique digne de confiance ?

Le savoir-faire de la Statistique publique française est reconnu par la communauté internationale. Pour notre part, nous disons clairement que la statistique française est digne de confiance, parce que nous discutons en permanence de la qualité de nos travaux, de leur pertinence par rapport à la société dans laquelle nous vivons. Le Conseil National de l'Information Statistique dont vous êtes la présidente de droit est le lieu privilégié de ces discussions puisqu'il regroupe l'ensemble des acteurs du débat social et les experts du domaine.

Pour nous, l'important c'est que l'Insee et l'appareil statistique public dans son ensemble dispose des moyens adéquats pour construire des statistiques et des études de qualité.

Madame la Ministre, nous aimerions être sûrs que ce soit aussi un objectif de ce gouvernement et du Président Sarkozy.

Paris, le 4 septembre 2007